

LES FAITS MARQUANTS DE LA CDD-16: MARDI 13 MAI 2008

Mardi, les participants à la CDD-16 ont poursuivi l'évaluation des décisions de la CDD-13 concernant l'eau et l'assainissement, durant les séances du matin et de l'après-midi. Ils ont reçu le projet de synthèse de la session du président, en fin d'après-midi, et ont présenté leurs premières observations.

EVALUATION DES DECISIONS SUR L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT

Margaret Catley-Carlson (UNSGAB) a déclaré que la GIRE requiert une série de changements dans le modèle de développement, y compris des changements institutionnels, l'établissement des priorités, la protection des intérêts des pauvres et des femmes et, les réformes et les investissements sur le terrain. Mike Muller (Afrique du sud) a fait remarquer qu'il n'y a pas de crise mondiale de l'eau, à l'exception des difficultés posées aux niveaux locaux, et a mis en exergue la GIRE. David Molden (Institut international de la gestion de l'eau) a noté que l'eau est disponible à l'échelle mondiale, mais le manque d'accès à l'eau est une contrainte pour la production alimentaire, et a souligné le besoin d'une GIRE, d'une réforme institutionnelle et d'un changement des modes de consommation. Daniel Zimmer (Conseil mondial de l'eau), au nom de Loïc Fauchon, président du Conseil mondial de l'eau, a proposé: la considération de l'eau comme un outil de développement; l'implication des décideurs dans les questions de l'eau, vu que le partage de l'eau est politique; et le soutien de la coopération internationale au niveau des villes.

La NORVEGE a souligné le besoin d'une direction politique et d'approches verticales ascendantes. Expliquant que quatre de ses cinq fleuves ont leurs sources à l'extérieur du pays, La GRÈCE a partagé des exemples de coopération transfrontière dans le domaine des ressources en eau. Le représentant des AUTORITES LOCALES a déclaré qu'elles sont des sujets clés pour l'amélioration de la gouvernance, et a mis en relief le besoin de budgets pour le travail devant être accompli. L'ONUDI a parlé du concept de prévoyance technologique et a indiqué qu'il peut être un outil pour l'amélioration de l'innovation.

L'UE a souligné que des stratégies d'adaptation liées à l'eau doivent être rapidement élaborées et mises en œuvre par les pays industrialisés. La FRANCE a souligné le besoin d'améliorer les connaissances concernant l'eau et l'assainissement. Le SENEGAL a déclaré que les principaux défis posés sont les coûts élevés des installations d'assainissement et l'éloignement des populations rurales.

L'ESTONIE, la JORDANIE et le NIGERIA ont partagé les progrès accomplis vers leurs objectifs dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. L'UICN a mis l'accent sur l'apprentissage sur le tas de la GIRE et a décrit les principes de la gestion des besoins en eau concurrents, des êtres humains et de la nature, qui ont été appris d'un tel processus. L'AFRIQUE DU SUD a déclaré qu'elle dépassera ses objectifs en matière d'eau et d'assainissement, et a proposé de soutenir le Conseil des ministres africains sur l'eau (CMAE), d'accroître les transferts financiers et techniques et d'élaborer des indicateurs de suivi et d'évaluation efficaces. La représentante des FEMMES a recommandé une révision des

critères des donateurs de manière à s'assurer que les femmes peuvent accéder aux financements des donateurs; la considération de l'eau et de l'assainissement, à la réunion du G-8; la consécration d'un laps de temps, à la CDD-17, à l'examen des décisions concernant les nouveaux thèmes qui ont émergé de la CDD-16; et la ratification de la Convention des Nations Unies sur le droit de l'utilisation des cours d'eau internationaux non navigables. La PALESTINE a parlé des effets négatifs sur l'eau et l'assainissement, découlant de l'occupation étrangère. Le représentant des ONG a recommandé: la reconnaissance de l'accès à l'eau en tant que droit humain; l'élaboration d'une feuille de route pour la mise en application de la GIRE, couvrant la période allant jusqu'à 2015; des progrès, par les ministres, sur les interconnexions; et l'évolution de ONU-Eau, de manière à ce que les progrès puissent être suivis par un seul organe.

La JAMAÏQUE a présenté les résultats de l'Atelier régional des Caraïbes sur l'assainissement, tenu en avril 2008 en Jamaïque. La CHINE a introduit ses stratégies, ses politiques et ses plans dans la focalisation de la GIRE sur l'économie d'eau et sur l'utilisation rentable des eaux. Le MAROC a déclaré que la GIRE est une priorité et a mis en relief la coopération avec les parties prenantes et les collectivités locales, l'utilisation de financements extérieurs et la coopération internationale.

La SUISSE a souligné l'importance: de l'affectation de terres à la gestion de l'eau; du rôle des terres humides; de la gestion améliorée des ressources en sols; et les eaux souterraines. Le délégué des AGRICULTEURS a déclaré que les réseaux coopératifs dans les zones agricoles aident au maintien des eaux. Le MALAWI a souligné la participation des communautés, l'établissement des associations d'eau, et la collecte des eaux de pluie. Le représentant des ENFANTS et des JEUNES a appelé à des programmes de communication et d'éducation communautaires cohérents et à long terme.

Le représentant des COMMERCE ET INDUSTRIE a déclaré que les fournisseurs des services public, privé et communautaire sont confrontés aux mêmes contraintes, et a appelé à une gouvernance environnementale favorable. Le Royaume-Uni a souligné le lancement, au cours d'un événement organisé lundi, en marge de la réunion, du Partenariat Afrique-Union Européenne pour aider à la réalisation des ODM et les objectifs qui s'y rapportent relatifs à l'assainissement en Afrique. L'ALLEMAGNE a proposé de faire de l'évaluation de la GIRE un élément permanent à l'ordre du jour de la CDD. Le délégué des SYNDICATS DES TRAVAILLEURS s'est focalisé sur les conditions de travail des travailleurs agricoles, et a encouragé les gouvernements à travailler avec les employés, à travers une collaboration intersectorielle pour la gestion des déchets.

Au cours de la séance de l'après-midi, le conférencier Abel Mejia (Banque mondiale) a souligné le besoin d'équilibrer les ressources fiscales et de faire payer ceux qui peuvent financer les pauvres. Il a déclaré que la décentralisation est un défi à relever important et a souligné le besoin de créer des capacités. Bruno Itoua (Président, CMAE) a déclaré que pour réaliser les OMD et les objectifs relatifs à l'eau, le taux de l'accès à l'eau potable a besoin d'être doublé chaque année, et a évoqué la Déclaration de UE-Afrique sur l'assainissement.

Margaret Batty (WaterAid) a fait part de ses réserves quant au risque de voir l'Année internationale de la somme de terre bénéficier d'un statut plus important que l'Année internationale de l'assainissement. Elle a indiqué qu'il y a un "crescendo" de la dynamique politique, mais que la volonté politique n'est toujours pas acquise. Batty a invité les ministres à "nous faire goûter au plaisir d'une détermination et d'un leadership audacieux," et a encouragé les pays à prendre des mesures pour la livraison de robinets et de toilettes. Omar Giacoman (Evensen Dodge International) a présenté des études de cas sur les modèles financiers que son organisme a élaborés pour l'édification d'une infrastructure de base dans le monde entier.

L'OUGANDA a souligné le besoin: d'un soutien international; d'un échange d'expériences dans l'amélioration des services d'eau et d'assainissement; l'attraction de l'investissement du secteur privé; et l'élaboration d'un accord de collaboration avec les ONG et la société civile. Le délégué des ETATS-UNIS a mis en exergue les engagements nationaux et le besoin d'une approche focalisée sur le pays, et a suggéré que les pays en développement identifient une ou deux priorités pour le soutien international. Le représentant des COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES a parlé du rôle des communautés autochtones dans la GIRE, de la démocratisation et de l'approche pluripartite de la gestion des ressources en eau.

Le délégué du TOGO a décrit les efforts consentis pour l'amélioration de l'assainissement et a déclaré que son pays mérite un soutien "massif et sincère." Le délégué de la NAMIBIE a déclaré que l'approche de son pays dans l'approvisionnement en eau dans les communautés rurales est fondée sur le recouvrement des coûts. Le délégué des PAYS-BAS a appelé les États à reconnaître le droit à l'eau. La BARBADE a parlé d'une initiative garantissant à la communauté agricole l'accès à une quantité minimum d'eau. Le représentant des COMMERCE ET INDUSTRIE a déclaré que le secteur privé peut fournir des ressources financières et des solutions innovantes. La CHINE a parlé de ses efforts visant à maîtriser l'érosion. La FEDERATION DE RUSSIE a déclaré que les principes de la GIRE ont besoin d'être appliqués à tous les niveaux. L'ARABIE SAOUDITE a décrit l'impact de ses activités de conscientisation sur l'économie d'eau. Le délégué de la THAILANDE a parlé des conflits sur l'eau, entre l'industrie et les agriculteurs, dans son pays.

Le délégué des SYNDICATS DES TRAVALLEURS a apporté son appui aux États-Unis au sujet du besoin d'un "assortiment approprié pour la gouvernance" et au délégué des Pays-Bas, au sujet de la considération de "l'eau comme un droit naturel." Le CANADA a appelé à une détermination explicite de l'eau et de l'assainissement comme priorités dans les plans de développement nationaux, et s'est engagé à soutenir le travail de création des capacités dans les domaines de la GIRE, de la gestion des eaux transfrontières et de l'assainissement propre.

PROJET DE SYNTHÈSE DU PRÉSIDENT DE LA CDD-16

À 17h 00, la partie I du projet de synthèse du président de 31 pages, a été distribuée. Elle comprend sept chapitres: ouverture de la session; examen global des déclarations générales; discussions thématiques sur l'agriculture, le développement rural, les sols, la sécheresse, la désertification et l'Afrique; les discussions régionales; la Journée des PEID; la revue des décisions de la CDD-13, concernant l'eau et l'assainissement; et les discussions interactives avec les Grands groupes.

Le chapitre consacré aux discussions thématiques a six sous-chapitres: l'introduction; les obstacles et les contraintes; les leçons apprises et les bonnes pratiques; les moyens d'exécution; les interconnexions et les thèmes intersectoriels; et les défis permanents. Le chapitre consacré aux discussions régionales est subdivisé en fonction des cinq Commissions économiques régionales des Nations Unies.

Les sous-chapitres consacrés aux décisions de la CDD-13 concernant l'eau et l'assainissement sont articulés autour d'une introduction et des questions portant sur: la fourniture de l'accès à l'eau salubre et aux services d'assainissement; la mise en place de partenariats pour le renforcement des capacités et le transfert des technologies; l'amélioration du rendement des services d'approvisionnement d'eau; l'engagement des parties prenantes dans le processus de mise en application; le renforcement du suivi et la communication des données; la GIRE; et les changements climatiques et les questions ayant trait à l'eau.

À 17h45, le président Nhema a invité les délégués à présenter leurs observations concernant le projet de synthèse, leur rappelant qu'il vise à rendre compte des discussions de la CDD-16 et qu'il n'est pas un document consensuel. La NORVEGE a suggéré: que

les femmes devraient être mentionnées comme étant plutôt des agents du changement qu'un groupe vulnérable; que le texte portant sur les changements climatiques devrait être connecté aux efforts de prévention des risques de catastrophes; que le texte signalant que certains ont suggéré le besoin "d'un nouveau paradigme dans la GIRE" devrait plutôt indiquer qu'ils ont suggéré de "débatte d'un nouveau paradigme," et, que le texte énonçant "Il a été proposé" qu'un nouveau paradigme dans la GIRE soit examiné à la CDD-17 ne rend pas compte, de manière exacte, de la discussion qui avait eu lieu. Le CANADA, appuyé par les États-Unis, a suggéré de séparer le texte mentionnant le nouveau paradigme dans la GIRE, du texte portant sur les discussions durant la CDD-17, et a indiqué que le texte devrait stipuler que "certains" ont proposé la tenue d'une telle discussion, au lieu de "il a été proposé que."

Le VENEZUELA a déclaré que le texte manquait de références à la coopération Sud-Sud dans la partie consacrée à l'ALC. Le délégué des COMMERCE ET INDUSTRIE a déclaré que le texte stipulant que les modes non durables de production agricole causent 40.000 morts par an, par "l'utilisation" des pesticides, devrait se référer plutôt à "la mauvaise utilisation." Il a également suggéré d'accorder davantage de reconnaissance au droit à l'eau et à l'assainissement, et au financement durable, y compris le recouvrement des coûts, pour l'eau et l'assainissement.

L'AUSTRALIE a suggéré que le texte stipulant qu'un système d'échange multilatéral ouvert et non discriminatoire est nécessaire de manière à ce que tous les pays puissent atteindre une croissance économique durable et "l'autosuffisance," devrait se référer plutôt à la "sécurité alimentaire." La MALAISIE et les ETATS-UNIS ont approuvé ce point. La FEDERATION DE RUSSIE a suggéré que les coûts de plus en plus onéreux des intrants agricoles ont d'autres raisons et pas uniquement les prix élevés de l'énergie. Le TOGO a suggéré que le texte consacré à l'eau et l'assainissement devrait être au même niveau que les questions thématiques. Le délégué des ETATS-UNIS a déclaré que le texte stipulant que le changement climatique est en train d'affecter négativement la production agricole devrait préciser qu'il fait cela "dans certaines régions", et a proposé de remplacer le texte appelant à "focaliser les efforts sur les biocombustibles" par un texte appelant à "la poursuite du développement des biocombustibles" qui ne concurrencent pas la production alimentaire. Le G-77/CHINE a indiqué qu'il répondra à l'ensemble du texte, après l'avoir examiné. L'UE a suggéré: de faire référence au principe de précaution et au besoin d'établir des normes pour la production des biocombustibles; d'indiquer que les modes durables de consommation et de production sont une "plus haute" priorité, et non pas qu'elle demeure juste une "haute" priorité; et de faire référence à la bonne gouvernance dans le chapitre consacré à l'Afrique. MAURICE a déclaré que le texte portant sur les PEID devrait se référer aux décisions approuvées. Le représentant des ENFANTS et des JEUNES a suggéré d'ajouter des références: au HIV/SIDA dans la partie consacrée à la santé publique; à l'enseignement des techniques du développement durable aux jeunes agriculteurs; et au travail des enfants.

DANS LES COULOIRS

Après une retraite à Long Island, ce week-end, fréquentée par un certain nombre de ministres et chefs de délégation africains, les pays africains ont élaboré une déclaration susceptible d'être présentée au segment de haut niveau, mercredi matin 14 mai. Bien que la plupart soient restés bouche cousue sur le contenu de cette déclaration, les supputations laissent entendre qu'elle viendrait souligner le potentiel inexploité de l'Afrique, les engagements pris par les ministres et le soutien requis par la région.

En attendant, tard dans la journée, la discussion dans les couloirs s'est concentrée sur le contenu de la synthèse du président, les délégués parcourant le long document à la vitesse de la lumière, avant de se réunir de nouveau en séance plénière pour y répondre. Bien que certains participants aient indiqué que le document rendait compte des points clés mis en relief durant la réunion, les sentiments étaient mitigés, et d'autres ont estimé que le document a manqué de rendre compte des points importants concernant l'eau et l'assainissement, qui venaient juste d'être examinés. Les participants ont été frustrés par le court laps de temps imparti à l'examen de la synthèse. Un participant a indiqué que le président et le secrétariat ont accompli un bon travail dans des circonstances très difficiles, parce que certaines contributions avaient transformé la session d'évaluation de la CDD-16 en une session de pré-négociation de politiques.